

Action fax urgente en soutien àStéphane Lhomme et J-Michel Tastet (Procès du 21 mars 2007)

mardi 20 mars 2007, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2007).

Réseau « Sortir du nucléaire » - 20 mars 2007

Action Fax urgente en soutien à
Stéphane Lhomme
(Porte parole du Réseau « Sortir du nucléaire »)
et Jean-Michel Tastet
(Membre de l'association Tchernoblaye)

poursuivis en justice le 21 mars à Bordeaux

Merci de faxer le document ci-dessous (après l'avoir rempli) aux deux numéros suivants :

05.56.01.36.64 (Parquet de Bordeaux)

copie au 05.56.00.65.09 (AFP Bordeaux)

RAPPEL DES EVENEMENTS :

Le 27 octobre 2006, du fait de l'inertie du Parquet de Bordeaux (qui refuse depuis 2003 d'instruire une plainte déposée contre la centrale nucléaire du Blayais), l'association Tchernoblaye a organisé une action de protestation symbolique et pacifique.

Deux militants ont ainsi tenté d'occuper un échafaudage dans la cour intérieure du Palais de Justice de Bordeaux. Seul Stéphane Lhomme a pu atteindre l'objectif visé, à 25 m de hauteur. Un Substitut du procureur est monté à sa rencontre, prétendument pour négocier.

Le Substitut, outrepassant ses missions, a alors tenté, pour permettre l'intervention de la police, de maintenir ouverte la trappe d'accès à l'étage de l'échafaudage occupé par Stéphane Lhomme. Ce dernier, pour éviter tout risque de chute, a immédiatement refermé cette trappe.

- Stéphane Lhomme est poursuivi pour « avoir résisté avec violence » à un officier de Police (qui, n'ayant pu accéder à l'étage occupé, s'estime « agressé ») et pour « avoir commis des violences » sur le Procureur (qui, en réalité, a lui-même mis sa jambe en opposition pour tenter d'empêcher la fermeture de la trappe).

- Jean-Michel Tastet, qui assistait pacifiquement à l'action, a été arrêté par des policiers qui l'accusent d'avoir « résisté avec violence ».

Les nombreuses initiatives du Réseau « Sortir du nucléaire » et de l'association Tchernoblaye ont toujours été pacifiques et non-violentes. Il est inacceptable que des militants soient subitement

accusés d'avoir commis des violences sur des policiers et sur un procureur !

NB : noter l'inégalité de traitement : 3 ans après avoir commis un grave délit (fonctionnement sans autorisations de rejet), la centrale nucléaire du Blayais n'est toujours pas inquiétée. Par contre, il n'a fallu que quelques jours pour que les militants ne soient convoqués au Tribunal. Protestons contre cette justice à deux vitesses et la criminalisation des actes militants.

Lettre type

Date

Nom

Prénom

Adresse - Ville

à M. le Procureur de la République

Palais de Justice de Bordeaux

Objet : relaxe pour Stéphane Lhomme et Jean-Michel Tastet et date de procès contre la centrale nucléaire du Blayais

Monsieur le Procureur,

Défendant l'idée d'une justice égale pour tous et qui ne protège pas les « puissants », je vous prie de noter que je demande :

- la relaxe pour Stéphane Lhomme et Jean-Michel Tastet, militants pacifiques injustement poursuivis le 21 mars 2007 à Bordeaux pour de supposées « violences » qui auraient été commises le 27 octobre 2007 sur un magistrat et des policiers.

- une date de procès contre la centrale nucléaire du Blayais : trois ans et demi après la plainte déposée par l'association Tchernoblaye contre cette centrale qui a fonctionné illégalement pendant 5 mois en 2003, il serait temps que le Parquet de Bordeaux prenne enfin ses responsabilités.

Il ne vous a pas échappé que, si des militants de Tchernoblaye ont occupé un échafaudage le 27 octobre dernier dans l'enceinte du Palais de Justice de Bordeaux, ce n'était pas pour prendre l'air mais bien pour dénoncer l'inertie de votre Parquet : ce dernier, malgré une plainte déposée fin 2003 par l'association Tchernoblaye, ignore le grave délit commis par les dirigeants de la centrale nucléaire du Blayais et d'EDF, pourtant passibles de deux ans de prison et de lourdes amendes.

Il ne nous a pas échappé que votre Parquet est immensément plus rapide pour faire comparaître des militants associatifs pacifiques et fort bien intentionnés que pour demander des comptes aux puissants dirigeants d'EDF, pourtant coupables d'un grave délit.

Nous vous rappelons aussi que la Préfecture de la Gironde et la Drire d'Aquitaine auraient elles-mêmes dû lancer des procédures contre la centrale nucléaire du Blayais (cela relève de leurs

missions). Elles ont au contraire protégé les fautifs, ce qui a amené Tchernoblaye à se substituer à ces institutions complices et à lancer dans des procédures fort coûteuses pour une association.

Il est encore temps, Monsieur le Procureur, pour que le Parquet de Bordeaux fasse honneur à la notion même de Justice : il est nécessaire de relaxer les citoyens pacifiques engagés pour la protection de l'environnement, et de faire comparaître les « puissant » qui se permettent de polluer l'environnement et tout en bafouant la Loi.

Recevez, Monsieur le Procureur, l'assurance de mes sincères salutations.

Signature